



HAL
open science

La transition démocratique indonésienne. Enjeux géopolitiques et risques sécuritaires

Gabriel Facal

► **To cite this version:**

Gabriel Facal. La transition démocratique indonésienne. Enjeux géopolitiques et risques sécuritaires. Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales, 2017. hal-03046614

HAL Id: hal-03046614

<https://hal.science/hal-03046614v1>

Submitted on 8 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La transition démocratique indonésienne.
Enjeux géopolitiques et risques sécuritaires

Diplomatie, n° 84 - janvier/février 2017

Par **Gabriel FACAL**, docteur associé à l'Institut de recherches Asiatiques (IrAsia, Marseille) et au Centre Asie du Sud-Est (CASE, Paris)

Après les élections présidentielles de 2014, qui ont confirmé la domination de la dynamique démocratique et libérale impulsée avec la décentralisation en 1998, l'Indonésie continue de faire face à des enjeux sécuritaires majeurs. L'affermissement du processus de réforme amorcé passera par le raisonnement de l'exploitation des ressources naturelles, la résolution de formes extralégales de violence, la gestion stratégique des relations internationales et le contrôle de la menace djihadiste.

L'Indonésie s'impose comme un pays de superlatifs en termes géographiques, politiques et religieux. Plus vaste archipel du monde situé au cœur de la ceinture de feu du Pacifique, il compte le plus grand nombre de volcans actifs de la planète et est exposé à de nombreux risques de catastrophes naturelles (sécheresses, incendies, inondations, séismes, tsunamis, éruptions volcaniques, glissements de terrain et coulées de boue). Par ailleurs, l'exploitation effrénée des ressources maritimes et forestières renforce cette insécurité, la décentralisation politique, administrative et économique amorcée en 1998, après la chute du régime du général Suharto (1966-1998), n'ayant pour l'instant pas apporté de solutions fortes concernant les passe-droits d'exploitation, les incendies criminels et la pêche illégale. La tentative de démocratisation et de décentralisation (appelée *Reformasi*) alors entreprise est l'une des plus radicales du monde. Elle a progressivement renforcé l'assise du régime parlementaire mais elle a aussi favorisé l'autonomisation de groupes clientéaires vis-à-vis du pouvoir central, notamment par le biais de réseaux oligarchiques régionaux renouvelés. Ceux-ci s'appuient en partie sur la délégation des pratiques coercitives du pouvoir à des milices civiles, lesquelles exercent une pression morale et physique sur les populations en œuvrant à la lisière des normes légales. Ces milices pullulent dans tout l'archipel, chapeautées pour la plupart par des patrons issus des rangs d'anciens officiers de l'armée et de la police. Elles génèrent des profits

privés et s'accaparent des domaines économiques d'activité sous couvert de militances qui, selon les groupes, s'expriment aussi bien dans des registres régionalistes, nationalistes que religieux.

Leurs discours identitaires trouvent caution dans le silence d'une partie des élites dirigeantes et religieuses. Le président Joko Widodo (surnommé Jokowi) a refusé de présenter des excuses officielles pour les purges anti-communistes de 1965-1966 (dont le nombre de victimes est estimé entre 500 000 et 3 millions de personnes), perpétrées essentiellement par des groupes auxiliaires de l'armée du régime suharthoïste. De même, les exactions et les massacres au Timor oriental et dans les zones conflictuelles de l'archipel n'ont pas fait l'objet du travail de mémoire qui contribuerait à prémunir le pays contre la répétition future de ce type de violences. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que certains groupes criminels rendent publiques leurs accointances avec des représentants politiques au plus haut niveau, comme le général à la retraite Prabowo Subianto (dit « Prabowo »), rival du président Jokowi aux dernières élections présidentielles et finaliste avec 46,85% des voix exprimées.

Les connivences de l'élite politique peuvent en outre faire le jeu de groupes aux méthodes et idéaux extrémistes, comme ceux des organisations islamistes radicales. Plus grand pays musulman au monde de par le nombre de fidèles déclarés (87% des 240 millions d'habitants), l'Indonésie est fortement exposée à la menace djihadisteⁱ internationale. Après la dépolitisation systématique de l'islam sous le régime suharthoïste, le multipartisme et les instabilités liées à la transition politique ont coïncidé avec la formation de nombreuses entités islamistes, dont certaines – proportionnellement très minoritaires – ont des modes d'action terroristes. Avec le démantèlement de l'organisation Communauté Islamique (Jemaah Islamiyah) au début des années 2000, les organisations islamiques radicales sont isolées et elles voient désormais dans les visées panislamiques de l'organisation État Islamique (EI) et sa médiatisation la possibilité d'étendre leurs alliances et leur recrutement.

La transition indonésienne se heurte donc à des défis d'ordre superlatif, mais la nature archipélagique du pays ainsi que la persistance de l'aspect personnalisé des rapports sociopolitiques et religieux incitent à prendre en compte la forte dimension localisée des réalités institutionnelles et des processus nationaux.

Défis écologiques et stratégies géopolitiques

De par ses caractéristiques géographiques et géologiques, l'Indonésie est régulièrement frappée par un ensemble de cataclysmes meurtriers et qui imposent de vastes mouvements de

population. En plus de ces contraintes naturelles, les activités humaines participent à créer une situation intenable pour le pays dans le domaine écologique.

Le pillage et le massacre de la faune compromettent sérieusement l'avenir des éléphants et tigres de Sumatra, ainsi que des orangs outans de Kalimantan. Les trafics impliquent aussi bien contrebandiers et bandits qu'anciens guérilleros, souvent sous le patronage de membres de l'armée et de la police. La diminution exponentielle des surfaces forestières participe à la condamnation de ce patrimoine écologique. Les incendies criminels des forêts de Sumatra et de Kalimantan sont en augmentation constante depuis les années 1990 et sont faiblement sanctionnés par les autorités. Près de 34 000 hectares de forêt ont été brûlé pour la seule année 2015, avec 340 points de feu repérés. Ces feux ont des conséquences dramatiques pour les personnes contaminées par les fumées, victimes d'infections respiratoires souvent mortelles. Les incendies créent aussi des nuisances pour les pays proches de Malaisie, Thaïlande et Singapour. Les entreprises papetières et de culture du palmier à huile sont soupçonnées d'encourager ces actes criminels.

Sur le dossier écologique, le gouvernement actuel semble plus prompt que ses prédécesseurs à prendre des mesures restrictives. Outre la déclaration d'intention du président Jokowi lors de son discours au Sommet de la COP21, la ministre de l'Environnement et de la Forêt, Siti Nurbaya Bakar, a prévu des sanctions contre les compagnies exploitantes lorsque les incendies criminels sont déclenchés sur les surfaces dont elles tirent profit. Les mesures écologiques sont directement liées aux impératifs économiques, l'Indonésie possédant un fort potentiel de développement, mais le contexte économique s'étant récemment détérioré. L'ouverture importante du marché aux investissements étrangers (ils ont triplé depuis l'élection de Jokowi) s'accompagne de la continuité des compromis opérés avec les entreprises installées depuis plusieurs décennies sur le territoire. Le cas le plus éloquent est probablement celui de la compagnie américaine Freeport-McMoRan qui, sur la base de contrats d'exploitation signés par des autorités corrompues à l'époque suhartoïste, extrait le cuivre et l'or dans le complexe minier de Grasberg, en Nouvelle-Guinée occidentale. Elle est accusée de rejeter des déchets dangereux dans les rivières, d'avoir payé les services de l'armée indonésienne pour exercer la spoliation et la répression des populations locales et de ne pas respecter les conditions de partage de ses revenus, établies avec l'État indonésien.

En outre, certaines mesures écologiques, comme le plan présenté par le ministère de l'Environnement pour réduire de 29% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, sont limitées par l'opinion publique, par exemple lorsque qu'elles impliquent la réduction des

subventions au carburant (elles représentent encore 14% du budget de 2015). Par ailleurs, la coalition de partis de l'opposition contrôle 63% des sièges au Parlement et incite à de nombreux compromis. Son chef de file, Prabowo, est directeur d'une des principales compagnies d'énergie indonésiennes (Nusantara Energy Group) et, en tant que président du Rassemblement pour l'harmonie des paysans d'Indonésie (HKTI), il promeut une agriculture intensive au mépris des difficultés écologiques du pays.

Politiques de gestion du territoire et des conflits intérieurs

Les conflits d'intérêts pour l'exploitation des ressources naturelles se doublent de contentieux internationaux pour le partage des frontières et de tensions intérieures pour l'occupation des territoires. La sécurité et la souveraineté indonésiennes sont minées par des litiges territoriaux et maritimes avec la Chine, la Malaisie, Singapour, l'Australie, Timor-Leste et la petite République des Palaos. Le gouvernement indonésien condamne les opérations australiennes visant à renvoyer les navires transportant les réfugiés musulmans Rohingya qui fuient la misère et les persécutions qu'ils subissent en Birmanie. L'Australie enfreint de ce fait la convention de Genève dont elle est signataire. Quant à l'Indonésie, après s'être attiré les foudres des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales pour avoir refoulé plusieurs embarcations, elle s'est engagée aux côtés de la Malaisie et de la Thaïlande à mettre en place une politique d'accueil.

Cette prise de position fait écho à l'ambition indonésienne de développer un « lien maritime global »ⁱⁱ (plus de la moitié du commerce maritime mondial transite dans la région), en valorisant sa situation de carrefour entre le Pacifique et l'Océan Indien. Le pays renforce ainsi la stratégie diplomatique qu'il a amorcée depuis le milieu des années 2000 afin de se positionner comme entrepreneur de normes et médiateur dans la région *via* son rôle moteur au sein de l'APEC et de l'Asean. Il manifeste aussi sa présence à l'échelle mondiale, par la participation du président à la conférence du G20 et par ses déclarations lors du 60ème anniversaire de la Conférence afro-asiatique de Bandung, laquelle est à l'origine du Mouvement des non-alignés. Au cœur du programme de politique internationale se trouve aussi un ensemble de réformes maritimes, entreprises par la ministre des affaires maritimes, Susi Pudjiastuti, femme d'action issue du monde de l'entreprise. Après avoir mis à jour la réglementation pour lutter contre la pêche illégale dans les eaux territoriales indonésiennes, elle a initié des opérations d'envergure pour arrêter les contrevenants et couler leurs navires,

ainsi que pour renforcer la présence de l'État – *via* des investissements destinés au développement – dans les îles périphériques de l'archipel.

En plus des enjeux de politique internationale, la question territoriale implique la gestion de contentieux intérieurs. Le processus de réformes démocratiques et de décentralisation (appelé *Reformasi*) initié en 1998, a été marqué par des conflits dont les supports idéologiques et les modalités pratiques ont la plupart du temps escamoté leurs véritables ressorts : la concurrence locale pour l'acquisition du pouvoir dans les régionsⁱⁱⁱ. On peut sur ce point citer les violences communautaires entre chrétiens et musulmans au nord des Moluques et à Sulawesi Centre, ou encore les sanglants affrontements à Kalimantan Ouest et Centre opposant les Madurais aux Dayak et Malais. Au vu de la résolution de ces conflits et de ceux qui ont opposé l'armée indonésienne aux mouvements séparatistes du Timor oriental (indépendant depuis 2002) et d'Aceh (accord de paix signé en 2005), on note un apaisement considérable. Néanmoins, les problèmes en matière de droits humains persistent, comme l'indiquent les troubles diplomatiques provoqués récemment suite au maintien de la peine capitale pour plusieurs ressortissants étrangers accusés de trafic de drogue. Mais surtout, de graves violences persistent dans les deux provinces indonésiennes de Nouvelle-Guinée Occidentale, où perdure une guérilla séparatiste initiée en 1962 et où l'armée et la police indonésienne sont responsables de violences et de tueries à grande échelle.

Au cœur des différentes violences dites « communautaires », se trouvent un ensemble d'acteurs auxiliaires de l'armée et des autorités. Délégués de formes extralégales de violence, ils s'imposent comme intermédiaires des rapports à la loi et à l'État.

Le maintien de formes extralégales de violence

Le processus de construction de la nation indonésienne a eu notamment pour levier l'unification et, le cas échéant, la pacification des populations. Au centre des stratégies déployées, entre militarisation de certains pans de la société civile et lutte contre les dissidences régionales, les gouvernements successifs ont créé et maintenu d'importants réseaux miliciens. Ceux-ci interagissent à l'interface des communautés locales et des institutions politiques comme délégués de questions situées aux marges de la légalité ou de la légitimité, liées aux activités d'extraction des ressources naturelles, de contrôle des territoires et des flux migratoires aux frontières, d'opérations de privatisation et de nationalisation des biens. À partir de la *Reformasi*, nombre de ces groupes miliciens ont renforcé leur capacité à contourner les lignes politiques gouvernementales. Ce phénomène est

illustré par le cas du Forum des organisations communautaires unies (Forum Ormas Bersatu, FOB), qui s'est constitué en amont des élections présidentielles de 2014 afin de rallier les partisans de Prabowo. Il réunit le groupe islamiste du Front des défenseurs de l'islam (Front Pembela Islam, FPI), le groupe d'identité culturelle jakartanaï du Forum de fraternité Betawi (Forum Betawi Rempug, FBR) et l'organisation paramilitaire ultranationaliste des Jeunes Pancasila (Pemuda Pancasila). Au-delà de leurs objectifs divers, ces groupes ont pour point commun leurs affiliations avec les milieux du crime organisé, ainsi que l'usage de méthodes violentes et de rhétoriques radicales concernant la sécurité nationale, la défense des frontières territoriales et la protection du pays contre « l'impérialisme et le libéralisme étrangers ». La forte présence de ce type de milices sur la scène médiatique et politique indique qu'en générant une plus grande porosité des frontières de l'État, les processus de démocratisation et de libéralisation ont favorisé l'institutionnalisation de ce type de groupes.

Au sein du FOB, le FPI crée une tâche indélébile. Son idéal de révision de la Constitution en incluant la Charte de Jakarta (laquelle stipule l'obligation pour tous les musulmans de suivre la loi islamique, la charia), s'accompagne d'appels à des actions violentes contre les communautés chiïtes et les mouvements musulmans minoritaires, comme l'Ahmadiyah. Le FPI, tout en se défendant de se rallier aux actions terroristes comme celles de l'organisation État Islamique, fait néanmoins l'apologie du djihad. À ce titre, les milices civiles islamistes préparent un terreau fertile pour les organisations extrémistes et les actions violentes.

La menace du djihad global

L'Indonésie est l'un des pays du monde où le sentiment religieux est le plus massivement revendiqué. L'islam politique s'y est conjugué avec les valeurs de démocratie et de pluralisme^{iv}, mais depuis les années 1980 le renouveau islamique et son instrumentalisation par le régime suhartoïste finissant ont favorisé une standardisation religieuse. La poussée islamiste, appelant au renforcement du rôle politique de l'islam et de l'islamisation du droit (essentiellement dans le domaine du droit matrimonial et de l'héritage), a depuis fait son chemin, notamment par le biais du Conseil de la prédication islamique d'Indonésie (Dewan Dakwah Islamiyah Indonesia, DDII). Les diverses institutions de l'État sont aussi marquées par le poids du conservatisme, ainsi qu'il s'exprime dans le semi-officiel Conseil des oulémas (Majelis Ulama Indonesia, MUI). Celui-ci prospère grâce au contrôle de l'alimentation *halal* et à la finance islamique. Sa commission des fatwas (avis juridiques) condamne pêle-mêle le sécularisme, l'Ahmadiyah, l'islam libéral, le pluralisme religieux, l'homosexualité et les

relations extra-maritales. Par ailleurs, la démocratisation, en conduisant les partis séculiers à islamiser leur image et les partis islamistes à séculariser la leur, a contribué à renforcer le continuum idéologique existant entre islam dit « modéré », islamisme pacifique et islamisme radical et violent^v. De sorte que, même si le MUI s'oppose publiquement aux allégeances (*bay'a*) à l'EI, il favorise un mieux-disant islamique que mettent à profit les groupes radicaux pour légitimer leurs actions violentes.

À partir du milieu de l'année 2014, l'expansion rapide de l'EI l'a positionnée comme l'organisation terroriste majeure en termes du nombre d'affiliations, suivie de loin par la Jabhat al-Nusra, liée à Al-Qaïda. Les groupes qui prétendent se rattacher à l'EI n'ont pour la plupart pas reçu de reconnaissance formelle de la part de cette dernière. Les allégeances se doublent, dans une mesure relativement faible, d'actions concrètes – la grande majorité étant désamorçées en amont –, à l'instar des attentats qui ont frappé Jakarta le 14 janvier 2016. Une partie des groupes impliqués est issue du mouvement Terre d'islam (Darul Islam), qui lutta entre 1949 et 1963 pour créer un État islamique dans l'archipel. La persistance de ces filières ainsi que l'émergence de nouveaux réseaux dans les années 1980-1990, sont liées à des facteurs essentiellement endogènes. Les Indonésiens qui allaient se former en Afghanistan étaient contraints par la répression en Indonésie et étaient stimulés par la volonté de développer leur capacité à lutter contre le régime du général Suharto. Par la suite, les attentats perpétrés par la Jemaah Islamiyah entre 1999 et 2002 furent déclenchés par un conflit communautaire intérieur, à Ambon (Moluques) et Poso (Sulawesi Centre), tandis que peu de membres se mobilisèrent pour la cause palestinienne.

À la différence, depuis la *Reformasi*, plusieurs groupes islamistes ont mis à profit l'espace de libertés conquises pour quitter l'histoire purement nationale et intégrer la dimension du djihad international. Ainsi de la Jemaah Islamiyah, qui à l'aube des années 2000 aurait prétendu avoir pour objectif la création d'un État islamique nousantarien (Daulah Islamiyah Nusantara). En plus de mobiliser des filières structurées, l'EI incite des « loups solitaires » à passer à l'action, en s'appuyant sur un relais médiatique élaboré mettant en avant les victoires militaires territoriales qu'il a réalisées au Moyen-Orient. Aux yeux de ses membres potentiels, les conquêtes réelles et mises en scène par l'EI donnent chair à son projet de califat mondial^{vi}. Outre une partie des Partisans de l'unicité de Dieu (Jamaah Ansharut Tauhid), organisation issue de la Communauté islamiste (Jemaah Islamiyah) dirigée par Abu Bakar Ba'asyir, on compte la coalition des Mujahidin d'Indonésie orientale (Mujahidin Indonesia Timur) menée par Santoso et basée à Poso (à Sulawesi central), ainsi que les membres du Forum des

activistes de la charia islamique (Forum Aktivis Syariat Islam), dirigé par Muhammad Fachry. Plusieurs personnalités influentes de support à l'EI sont concentrées dans les prisons d'Indonésie, comme le prédicateur salafiste Aman Abdurrahman (pseudonyme pour Oman Rochman), ainsi qu'Abu Bakar Ba'asyir et Santoso. D'autres opèrent depuis la Syrie, comme BahrumSyah (alias Abu Muhammad al-Indonesi), dont l'organisation Katibah Nusantara constitue le point de ralliement des soldats indonésiens, malaisiens, philippins et singapouriens.

En définitive, ces différents risques sécuritaires doivent être tempérés par les atouts nationaux et les avancées significatives de l'Indonésie contemporaine depuis son amorce transitionnelle : la vastitude du pays et ses ressources en matières premières, l'émergence d'une classe moyenne forte, la consolidation des institutions démocratiques, une croissance économique inégale mais soutenue depuis une quinzaine d'années, ainsi qu'une diversité des confessions religieuses et des courants spirituels qui les composent.

ⁱ J'utilise ici le terme djihad au sens de « petit djihad » (*jihad al ahsgar*), une guerre menée contre les « infidèles » (*kafir*) et les musulmans « hypocrites » (*munafik*) et qui se distingue du « grand djihad » (*jihad al akbar*), une lutte des musulmans pieux contre leurs propres passions.

ⁱⁱ « Indonésie : trois questions à Delphine Alles », *Politique étrangère*, 27 octobre 2014.

ⁱⁱⁱ Gerry van Klinken, *Communal violence democratization in Indonesia: small town wars*, Londres et New York, Routledge Contemporary Southeast Asia Series, p. 139.

^{iv} Rémy Madinier (dir.), *Indonésie contemporaine*, Paris, Irasec et Les Indes Savantes, 2016, p. 19.

^v Andrée Feillard, « Une démocratie musulmane ? La « sécularisation » en question », dans Rémy Madinier (dir.), *Indonésie contemporaine*, Paris, Irasec et Les Indes Savantes, 2016, pp. 279-292.

^{vi} « Asie du Sud-Est : les chimères de l'islam radical », *Outre-Terre*, 1/2004, n° 6, pp. 109-114.